



Mali, Fonds National de Stabilisation Economique et Sociale

Plan d'activités du Fonds – 2013

Conformément aux Termes de Référence du Fonds en date du 18 février 2013, le Comité de Pilotage du fonds a examiné et approuvé le Plan d'activités du FNSES. Ce plan comprend le cadre programmatique et les priorités budgétaires associées telles qu'inscrites dans la loi des finances 2013.

Les objectifs programmatiques du Plan d'Activités sus visé sont cohérents avec :

- Les objectifs du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017) ;
- les priorités sectorielles du gouvernement et des PTF contributeurs ;
- le programme conclu avec le FMI.

Date de la soumission	22 avril 2013
Date de la Révision Eventuelle	
Entités Nationales impliquées	Ministère de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MEAPLN) et Ministère de l'Agriculture
Commentaires du Secrétariat Technique	-Adéquation du Plan d'activités avec les objectifs du fonds ; -Pas de duplication avérée avec d'autres appuis en cours. -Choix des activités à financer à partir de la Loi des Finances 2013 adoptée.

Décision du Comité de Pilotage

Décision du Comité de Pilotage

- Approuvé
 Approuvé avec modifications
 Ajourné

Remarque :

Le Présent Plan d'Activités, ainsi que les Propositions d'Appui des Ministères Sectoriels concernés ont été préalablement examinés par le Secrétariat Technique élargie aux dits départements et aux coordonnateurs des groupes thématiques des secteurs « Education et Formation Professionnelle » et « Economie Agricole et Rurale ».

P/Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,
Président du Comité de Pilotage du FNSSE, PO/
Le Ministre Délégué chargé du Budget,

Monsieur Marimpa SAMOURA



22 APR 2013

.....
Signature

.....
Date

Plan d'Activités du Fonds National de Stabilisation Economique et Sociale du Mali Mars 2013 – Décembre 2013¹ : Secteurs Education et Agriculture		
Objectifs du Fonds ² :	Budget total en Milliers de CFA	Budget total en USD (1\$US=511,3 FCFA)
(i) Atténuer les effets immédiats de la crise socioéconomique durant la période transitoire par la résorption de certaines dépenses prioritaires non couvertes, en attendant le retour des appuis budgétaires ;	6 184 256,3³	12 095 770,5⁴
(ii) Assurer le financement de certaines interventions dans les secteurs permettant la relance des activités économiques comme l'accès à l'énergie et aux intrants productifs ;		
(iii) Assurer le financement de certaines interventions dans des secteurs sociaux de base (éducation, santé, accès l'eau et l'assainissement) et de la sécurité alimentaire;		
	Budget détaillé en Milliers de CFA	Budget détaillé en USD
Secteur.1 Education	4 884 256,3	9 549 292,5
Entité nationale principale de mise en œuvre :	Activités prioritaires	
Ministère de l'Education		
Objectif sectoriel 1⁵ : Maintenir la disponibilité et la qualité de l'Education – situation de réf 2012	Les activités sont tirées des lignes budgétaires de la LDF 2013 votée. La réalisation desdites activités pourrait contribuer à l'atteinte des cibles 2013 des indicateurs retenus	

¹ Le présent Plan d'Activités 2013 a été élaboré en tenant compte du seul financement disponible (Pays Bas) au 18 avril 2013 pour un montant de 9,5 millions d'euros (soit environ 6, 249 millions de F CFA) répartis comme suit : 7,5 millions d'euros pour l'Education (soit environ 4, 919 milliards de F CFA) et 2 millions d'euros pour l'Agriculture (soit environ 1, 330 milliard de F CFA).

² Extrait des Termes de référence du fonds – 18 février 2013

³ Ce montant total de 6, 184,3 millions de F CFA correspond au montant total du financement des Pays Bas pour l'année 2013 (6,249 millions de F CFA) auquel il a été déduit 65 millions de F CFA (dont 35 millions sur le budget de l'Education et 30 millions sur celui de l'Agriculture). Ces 65 millions de F CFA constituent en fait une réserve de démarrage au titre des frais de gestion du Secrétariat Technique (fonctionnement courant, missions de supervision, audits internes et externes des comptes du FNSES, etc.), en attendant l'approbation du Budget d'audit Secrétariat par le comité de Pilotage.

⁴ Les paiements se font en US \$ en fonction des contributions effectivement reçues. Les montants en CFA sont donc donnés à titre indicatif. Ils seront ajustés à la hausse ou à la baisse en fonction du taux de change.

⁵ Les objectifs et indicateurs s'inspirent du cadre fixe par le CSRP (2012-2017) et les différentes stratégies sectorielles.

PREMIERE TRANCHE: 2 916 385 316 FCFA (5 729 575, 5 \$ US)		
Indicateur 1.1. Taux de réussite au baccalauréat Situation de réf 2012 : 12 % Cible 2013 : 13%	1.1. Fourniture de livres et kits CDI	50 000
Indicateur 1.2. Taux d'accès au Secondaire Général Situation de réf 2010 : 16,5% Cible 2013 : 17,5%	1.2. Equipement des établissements d'enseignement secondaire général	300 000
Indicateur 1.3. Taux d'accès à l'Enseignement Technique et Professionnel Situation de réf 2009: 8,5 % Cible 2013 : 10%	1.3. Equipement des filières techniques	50 000
Indicateur 1.4. Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Koulikoro Situation de réf 2011 : 85,1% Cible 2013 : 85,6%	1.4. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans la Région de Koulikoro (ADARS)	350259
Indicateur 1.5. Pourcentage de redoublants au fondamental 1 Situation de réf 2011 : 15,3% Cible 2013 : 14,0%	1.5. Acquisition de manuels scolaires pour le fondamental	1050000
Indicateur 1.6. Taux de réussite au baccalauréat Situation de réf 2012 : 12% Cible 2013 : 13%	1.6. Acquisition de manuels scolaires pour le secondaire	400 000
Indicateur 1.7. Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Tombouctou Situation de réf 2011 : 77,2% Cible 2013 : 77,7%	1.7. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Tombouctou	346 188
		98 231,8
		589 390,9
		98 231,8
		688 131,6
		2 062 807,4
		785 854,6
		680 133,6

Indicateur 1.8. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Gao Situation de réf 2011 : 98,5% Cible 2013 : 99%	1.8. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Gao	311 978	612 923,4
Indicateur 1.9. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Kidal Situation de réf 2011 : 54,6% Cible 2013 : 55,1%	1.9. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Kidal	27 012	53 068,8
Indicateur 1.10. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Sikasso Situation de réf 2011 : 73,2% Cible 2013 : 73,7%	1.10. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans la Région de Sikasso (ADARS)	30 948	60 801,6
DEUXIEME TRANCHE 1 967 871 000 FCFA (3 819 717,0 \$ US)			
Indicateur 1.11. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Bamako Situation de réf 2011 : 116,4% ⁶ Cible 2013 : 100%	1.11. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans le District de Bamako (ADARS)	291 645	566 088,3
Indicateur 1.12. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Kayes Situation de réf 2011 : 80,2% Cible 2013 : 80,7%	1.12. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans la Région de Kayes (ADARS)	272 365	528 670,0
Indicateur 1.13. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Ségou Situation de réf 2011 : 79,2% Cible 2013 : 79,7%	1.13. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans la Région de Ségou (ADARS)	316 319	613 980,0
Indicateur 1.14. : Taux Brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du fondamental à Mopti Situation de réf 2011 : 62,1% Cible 2013 : 62,6%	1.14. Prise en charge des dépenses relatives à l'appui direct à l'amélioration des rendements scolaires dans la Région de Mopti (ADARS)	36 392	70 637,7

⁶ Le TBS de Bamako dépasse les 100%. Une des raisons est que beaucoup d'élèves de Bamako ne sont pas recensés à Bamako mais dans des quartiers périphériques de la capitale qui relèvent administrativement du Cercle de Kati. Nous voulons maintenir le TBS à 100%.

<p>Indicateur 1.15. : Taux Brut de scolarisation au 1^{er} cycle du fondamental à Bamako Situation de réf 2011 : 116,4% Cible 2013 : 116,4%</p>	<p>1.15. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans le District de Bamako</p>	<p>112 641</p>	<p>218 655,0</p>
<p>Indicateur 1.16. : Taux Brut de scolarisation au 1^{er} cycle du fondamental à Kayes Situation de réf 2011 : 80,2% Cible 2013 : 80,7%</p>	<p>1.16. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Kayes</p>	<p>174 251</p>	<p>338 240,0</p>
<p>Indicateur 1.17. : Taux Brut de scolarisation au 1^{er} cycle du fondamental à Ségou Situation de réf 2011 : 79,2% Cible 2013 : 79,7%</p>	<p>1.17. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Ségou</p>	<p>143 507</p>	<p>278 566,0</p>
<p>Indicateur 1.18. : Taux Brut de scolarisation au 1^{er} cycle du fondamental à Mopti Situation de réf 2011 : 62,1% Cible 2013 : 62,6%</p>	<p>1.18. Prise en charge des dépenses relatives à l'alimentation scolaire dans la Région de Mopti</p>	<p>620 751</p>	<p>1 204 880,0</p>

Secteur. 2 Agriculture Entité nationale principale de mise en œuvre : Ministère de l'Agriculture	Activités prioritaires	1 300 000	2 546 478
<p>Objectif sectoriel : Augmenter la Production et la Productivité Agricoles dans les Régions Nord du Mali</p>			
<p>Indicateur 1. Maintenir le rendement du riz autour de 6 tonnes à l'hectare 2011/2012 : 6T/ha 2012/2013: 5T/ha 2013/2014: 6T/ha</p>			
<p>Indicateur 2. Accroissement de la production rizicole de 15% par rapport à la campagne précédente</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne 2012/2013 dans les périmètres irrigués villageois (PIV) concernés : 38 690 tonnes de paddy - Production attendue campagne 2013/2014 dans les périmètres irrigués villageois (PIV) concernés: 46 526 tonnes de paddy 	<p>Distribuer des semences certifiées et d'engrais à 25.000 producteurs de riz</p>	<p>1 300 000</p>	<p>2 546 478</p>

NB: Les 11 millions d'euros (soit environ 7,2 milliards FCFA) représentent le financement du Royaume des Pays Bas pour deux (2) ans : 7,5 millions d'euros, soit 4,9 milliards FCFA en 2013 et 3,5 millions d'euros soit 2,3 milliards FCFA en 2014. Le présent Plan d'Activités prendra en charge des lignes budgétaires de la LDF 2013 à concurrence de 4,9 milliards FCFA.